

OGEC ECOLE LACORDAIRE ASSOCIATION

7, BD LACORDAIRE
13013 MARSEILLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

**OGEC ECOLE LACORDAIRE
ASSOCIATION**

**7, BD LACORDAIRE
13013 MARSEILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

**IM CONSEILS S.A.R.L
32, Cours Pierre Puget
13006 Marseille**

A l'Assemblée Générale de l'association OGEC LACORDAIRE,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale en date du 31 Janvier 2024, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC LACORDAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je dois porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que j'ai apportées face à ces risques.

J'ai déterminé qu'il n'y avait pas de points clés de l'audit à communiquer dans mon rapport.



VERIFICATION SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 18 Décembre 2024

Votre Commissaire aux Comptes,

Isabelle MENESTRIER
Expert Comptable Commissaire aux Comptes
32 Cours Pierre Puget
13006 MARSEILLE
Tél : 04.91.91.24.61 - Fax : 04.91.33.20.73
Mail : i.menestrier@imconseils.fr - Siren : 481 857 894

IM CONSEILS S.A.R.L
représentée par Isabelle
MENESTRIER

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	11 054	11 054		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains (y compris agencts et aménagts terrains)				
	Constructions sur sol propre	147 777	143 082	4 695	5 923
	Constructions sur sol d'autrui	27 736 941	19 202 724	8 534 217	9 191 194
	Installations techniques, matériel et outillage	1 817 593	1 513 871	303 722	368 336
	Autres immobilisations corporelles	630 597	480 875	149 723	130 330
	Immobilisations en cours	990 176		990 176	13 160
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	585 307		585 307	585 307
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	400		400	400
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	808		808	808
TOTAL (I)		31 920 653	21 351 606	10 569 046	10 295 458
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS	14 077		14 077	7 700
	Avances et acomptes versés sur commandes				32 307
	CREANCES (3)				
	Usagers (familles, élèves)	139 437	30 344	109 093	118 405
	Personnel et organismes sociaux	2 339		2 339	554
	Etat et autres collectivités publiques	98 684		98 684	397 576
	Autres créances	89 914		89 914	70 414
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 628 268		6 628 268	4 101 500
	DISPONIBILITES	218 018		218 018	2 596 726
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	208 477		208 477	160 534
TOTAL (II)		7 399 214	30 344	7 368 870	7 485 714
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	4 289		4 289	4 802
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		39 324 156	21 381 951	17 942 205	17 785 974

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

FONDS ASSOCIATIFS	FONDS PROPRES		31/08/2024	31/08/2023
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds associatifs sans droit de reprise			
	- Valeur du patrimoine intégré			
	- Fonds statutaires			
	- Apports sans droit de reprise		194 373	194 373
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves			
	Dont <i>Réserves statutaires</i>			
	<i>Réserves pour investissements</i>			
	<i>Réserves de trésorerie</i>			
	<i>Autres réserves</i>			
	Report à nouveau		5 469 940	5 362 501
	Résultat de l'exercice		124 524	107 439
	TOTAL DES FONDS PROPRES		5 788 836	5 664 312
FONDS ASSOCIATIFS	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- Apports avec droit de reprise			
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé			
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
	Ecarts de réévaluation			
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		1 652 627	1 630 586
	Dont <i>Subventions d'équipement</i>		3 804 473	3 626 345
	<i>Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement</i>			
	<i>Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires</i>			
	<i>Autres subventions d'investissement</i>		(2 151 846)	(1 995 759)
	Droits des propriétaires			
	TOTAL DES AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		1 652 627	1 630 586
	TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS (I)		7 441 464	7 294 898
PROVISIONS	Provisions pour risques		300 023	228 995
	Provisions pour pensions et obligations similaires		393 832	374 405
	Provisions pour gros entretien			
	Autres provisions pour charges			
	TOTAL DES PROVISIONS (II)		693 856	603 400
Fonds dédiés	TOTAL DES FONDS DEDIES (III)			
DETTES (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		6 339 539	6 836 847
	Avances et acomptes reçus des usagers		299 051	298 042
	Dettes fournisseurs		531 233	432 860
	Dettes fiscales et sociales		394 615	334 793
	Dettes sur immobilisations		999	999
	Autres dettes		2 237 673	1 965 727
	Produits constatés d'avance		3 777	18 408
	TOTAL DES DETTES (IV)		9 806 886	9 887 676
	Ecarts de conversion passif (V)			
	TOTAL PASSIF (I à V)		17 942 205	17 785 974
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		124 523,99	107 438,90
	(1) Dont à moins d'un an		3 613 967	3 256 261
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES				

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Participation des familles	5 867 883	5 534 481
	Participation de l'Etat et des collectivités publiques	1 949 742	1 862 009
	Ventes de produits et marchandises, travaux, études	81 079	72 147
	Produits des activités annexes	70 510	70 308
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	18 603	20 278
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	144 051	77 893
	Autres produits de gestion courante	43 758	36 282
	Total des produits d'exploitation	8 175 626	7 673 398
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises Variation de stock	239 874	204 882
	Achats de matières et autres approvisionnements Variation de stock	1 900 443	1 630 928
	Autres charges externes	952 731	920 102
	Impôts, taxes et versements assimilés	302 378	358 757
	Salaires et traitements	2 651 469	2 472 516
	Charges sociales	968 222	885 585
	Dotations aux amortissements : - sur immobilisations	889 479	954 348
	Dotations aux dépréciations : - sur immobilisations - sur actif circulant	4 219	
	Dotations aux provisions	128 968	62 447
	Autres charges de gestion courante	5 818	14 556
Total des charges d'exploitation		8 043 601	7 504 122
RESULTAT D'EXPLOITATION		132 025	169 276

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		132 025	169 276
Opéra. comm.	Remboursement des frais sur opérations faites en commun Quote-part des frais sur opérations faites en commun		
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	223 143	88 333
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	223 143	88 333
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	57 768	61 130
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	57 768	61 130
	RESULTAT FINANCIER	165 374	27 203
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	297 399	196 479
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	7 896	688
	Sur opérations en capital	156 087	729 206
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		150 000
	Total des produits exceptionnels	163 983	879 894
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	320 624	396 269
	Sur opérations en capital		576 299
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	20 621	2 257
	Total des charges exceptionnelles	341 244	974 825
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(177 262)	(94 931)
	Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	27 962	7 805
	TOTAL DES PRODUITS	8 561 549	8 639 801
	TOTAL DES CHARGES	8 437 025	8 532 362
	EXCEDENT ou DEFICIT	124 524	107 439
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Contributions reçues	1 262 119	1 161 556
	Bénévolat		
	Prestations en nature	1 262 119	1 161 556
	Dons en nature		
	Emplois des contributions reçues	1 262 119	1 161 556
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	1 262 119	1 161 556
	Personnel bénévole		

Etats financiers au 31/08/2024

ANNEXE COMPTABLE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total est de 17 942 205 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 8 561 549 euros et un total charges de 8 437 025 euros, dégageant ainsi un résultat de 124 524 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe d'image fidèle, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- prudence,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux sources réglementaires et aux recommandations professionnelles suivantes:

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par le règlement ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020,
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et recueil des normes comptables françaises publié par l'ANC (version en vigueur au 1er janvier 2021),
- Guide de l'établissement de l'annexe comptable des associations et fondations (édition mars 2021 Ordre des experts-comptables).

La présente annexe aux comptes annuels des OGEC est adapté au référentiel des établissements scolaires catholiques. Il comprend des dispositions communes prévues par le plan comptable général et des dispositions spécifiques aux entités du secteur non-lucratif (article 431-1 du règlement ANC n° 2018-06).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Concernant l'application du règlement sur les actifs, la société a retenu les hypothèses suivantes:

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, la société n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs,
- La société ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées,
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte durée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les dotations aux amortissements sont calculées suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions	de 5 à 40 ans
- Installations techniques , matériel & outillage industriels	de 2 à 20 ans
- Installations générales, agencements	de 5 à 20 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier	de 3 à 10 ans

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements retraites

Les engagements de retraite sont provisionnés dans les comptes (charges sociales incluses) à hauteur de 393 832 euros en hausse de 19 427 euros par rapport à l'exercice précédent. Il est toutefois précisé que cet engagement ne fait pas l'objet d'un calcul actuariel alors que des taux de 3 à 3,50 % sont fréquemment admis. Le calcul n'intègre pas non plus de taux de progression des salaires.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Subventions d'investissement

Les dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif au traitement des subventions d'investissement ont été appliquées à partir de l'exercice 2020/2021.

Autres éléments significatifs de l'exercice

- Les travaux concernant les bâtiments du primaire débutés sur l'exercice précédent ont été portés en immobilisation en cours à hauteur de 987 095 euros.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	25 900				14 846	11 054
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 900				14 846	11 054
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	16 525 238		16 909		35 285	16 506 862
	instal. agencet aménagement	11 286 650		126 324		35 118	11 377 856
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 834 091				16 499	1 817 593
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	54 778					54 778
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	539 408		63 440		27 028	575 820
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	13 160		977 016			990 176
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		30 253 325		1 183 688		113 929	31 323 084
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	585 307					585 307
	Autres titres immobilisés	400					400
	Prêts et autres immobilisations financières	808					808
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	586 515					586 515
TOTAL		30 865 740		1 183 688		128 775	31 920 653

im

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	25 900		14 846	11 054
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 900		14 846	11 054
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	10 177 867	439 947	36 513	10 581 301
	instal. agencement aménagement	8 436 904	361 491	33 890	8 764 505
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 465 755	64 615	16 499	1 513 871
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	54 778			54 778
	Matériel de bureau, mobilier	409 077	44 047	27 028	426 097
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		20 544 381	910 100	113 929	21 340 552
TOTAL		20 570 282	910 100	128 775	21 351 606

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux usagers				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	374 405	19 427		393 832
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	228 995	109 028	38 000	300 023
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	603 400	128 455	38 000	693 856
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<div> <div></div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes usagers (familles, élèves)	26 126	4 219		30 344
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	26 126	4 219		30 344
TOTAL GENERAL		629 526	132 674	38 000	724 200
Dont dotations et reprises			133 187	38 000	
<div> <div></div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

tu

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds propres				
- Valeur du patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise	194 373			194 373
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires				
Réserves pour investissements				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves				
Report à nouveau	5 362 501	107 439		5 469 940
Résultat de l'exercice	107 439		107 439	
Autres fonds associatifs				
- Apports avec droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisé				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'équipement	3 626 345	178 128		3 804 473
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amort.				
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
Autres subventions d'investissement	(1 995 759)	(156 087)		(2 151 846)
Droits des propriétaires				
TOTAL	7 294 898	129 480	107 439	7 316 940

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/08/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	808		808
	Créances usagers (familles, élèves)	139 437	139 437	
	Personnel et organismes sociaux	2 339	2 339	
	Etat et autres collectivités publiques	98 684	98 684	
	Confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés	25 252	25 252	
	Autres créances	64 661	64 661	
	Charges constatées d'avances	208 477	208 477	
	TOTAL DES CREANCES	539 659	538 852	808
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés	25 252		

31/08/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	6 339 539	445 672	1 602 520	4 291 347
	Emprunts et dettes financières divers				
	Familles ou élèves avances reçues	205 738	205 738		
	Dettes fournisseurs	531 233	531 233		
	Dettes sociales	221 627	221 627		
	Etat et autres collectivités publiques	172 988	172 988		
	Dettes sur immobilisations	999	999		
	Confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés	31 416	31 416		
	Autres dettes	2 000 519	2 000 519		
	Produits constatés d'avance	3 777	3 777		
	TOTAL DES DETTES	9 507 835	3 613 967	1 602 520	4 291 347
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	496 737			
	Emprunts auprès des confédérations, fédérations, associations et organismes apparentés	31 416			

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des produits exceptionnels		163 983
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		7 896
<i>AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE</i>	<i>7 896</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		156 087
<i>QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VIREE</i>	<i>101 485</i>	
<i>AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</i>	<i>48 624</i>	
<i>Q.PART DE SUBVENTION INV INTERNAT</i>	<i>5 978</i>	
Total des charges exceptionnelles		341 244
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		320 624
<i>CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTI</i>	<i>916</i>	
<i>CREANCES DEVENUES IRRECOUVRABLES DANS L'EXERCIC</i>	<i>129</i>	
<i>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS D</i>	<i>934</i>	
<i>CHARGES EXCEPTIONNELLES TRAVAUX</i>	<i>317 385</i>	
<i>CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS (COMPTE A LA DI</i>	<i>1 260</i>	
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions		20 621
<i>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS DES</i>	<i>20 621</i>	
Résultat exceptionnel		(177 262)



Annexe libre

Etat exprimé en euros

Effectifs

Services	Effectif
Personnels de direction (chef d'établissement, adjoints)	2.24
Cadres de direction	6.00
Agent de maitrise	4.72
Cadres pédagogiques et éducatifs (cadres éducatifs, responsables de niveau+ profs HC)	10.46
Animateurs pastoraux	2.00
Documentalistes non contractualisés	
Personnel éducatif non cadre externat (hors ASEM)	15.8
Personnel éducatif non cadre internat (hors ASEM)	5.61
ASEM (hors restauration)	
Entretien et maintenance	7.98
Nettoyage des locaux (hors restauration et internat)	9.23
Nettoyage des locaux internat	0.57
Administration générale (secrétariat, comptabilité-gestion, accueil)	5.71
Restauration (cuisine + salle à manger, dont personnel éducatif et nettoyage)	15.59
<i>TOTAL</i>	85.91

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Population scolaire de l'établissement

Contrat d'association	Nombre d'élèves							
Années	20/21	21/22	22/23	23/24	20/21	21/22	22/23	23/24
PRESCOLAIRE								
ECOLE Elémentaire	155	154	155	165	6	6	6	6
TOTAL PRIMAIRE	155	154	155	165	6	6	6	6
COLLEGE Collège	670	677	677	675	20	20	20	20
LYCEE Lycée	712	710	708	707	22	23	23	23
TOTAL SECONDAIRE	1382	1387	1385	1382	42	43	43	43
POST BAC								
TOTAL ETABLISSEMENT	1537	1541	1540	1547	48	49	49	49
Externes	215	212	212	244				
Demi-pensionnaires	1150	1150	1150	1129				
Pensionnaires	172	179	178	174				
EFFECTIF MOYEN PAR CLASSE								
Préscolaire								
Ecole	25,83	25,67	25.83	27.50				
Collège	33,50	33,85	33.85	33.75				
Lycée	32,36	30,87	32.18	30.74				
Post bac								

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Subventions d'investissements

Financier	Solde comptes 131 - 31-08-2023	Nouvelles subventions	Ajust. divers	Solde comptes 131 - 31-08-2024
Région	1 331 486	8 000		1 339 486
Département	1 244 221	170 128		1 414 349
Autres entreprises publiques	525 660			525 660
Autres	524 978			524 978
TOTAL	3 626 345	178 128		3 804 473

Financier	Solde comptes 139 - 31-08-2023	Amort. de l'exercice	Ajust. divers	Solde comptes 139 - 31-08-2024	Valeur nette des subventions
Région	1 147 958	37 311	0	1 185 269	154 217
Département	526 415	69 624	0	596 039	818 310
Autres entreprises publiques	33 646	26 261	0	59 906	465 754
Autres	287 740	22 891	0	310 632	214 346
TOTAL	1 995 759	156 087	0	2 151 846	1 652 627

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Tableau de détail des concours publics et subventions

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)		Exercice 2023/2024
Aides à l'emploi		9 000
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat		1 796 589
	<i>dont forfait Etat</i>	675 045
	<i>dont forfait Région</i>	499 993
	<i>dont forfait Département</i>	512 274
	<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	109 277
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics		1 805 589
Subventions État		10 349
Subventions Région		3 074
Subventions Département		5 180
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation		
	<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus + ...)</i>	
	<i>dont autres subventions</i>	
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation		18 603
TOTAL		1 824 192

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Equivalent Loyer

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat, un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes de l'exercice (en comptes 8611 et 8711) pour un montant de 1 262 119 €. Cette comptabilisation n'a pas d'impact sur le compte de résultat L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 4% à la valeur de reconstruction à neuf estimée à 30 634 K€. Le taux de 4% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût de financement.



OGEC ECOLE LACORDAIRE ASSOCIATION

**7, BD LACORDAIRE
13013 MARSEILLE**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSEMBLEE GENERALE DU 5 FEVRIER 2025 RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024**

**IM CONSEILS S.A.R.L
32, Cours Pierre Puget
13006 Marseille**

Aux membres de l'assemblée générale de l'OGEC ECOLE LACORDAIRE,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il m'appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, j'ai été informée que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1-1 CONVENTION CADRE DE COOPERATION

Une convention cadre de coopération a été conclue entre l'OGEC ECOLE LACORDAIRE et le fonds de dotation FONDS LACORDAIRE, REUSSIR POUR SERVIR en date du 28 Janvier 2019, et autorisée par le conseil d'administration du même jour. Cette convention a produit ses effets à compter de l'exercice clos au 31 Août 2018.

Elle précise les modalités de coopération entre l'OGEC et le Fonds en vue de la bonne réalisation de leurs missions respectives, dans le parfait respect des règles juridiques, fiscales et sociales incombant aux Parties.

Elle définit notamment les règles concernant :

- le développement par le Fonds d'une stratégie de collecte de dons en faveur de l'OGEC et la politique de communication du Fonds qui l'accompagne ;
- dans le cadre de la stratégie de collecte de dons du Fonds, le mandat donné par le Fonds à l'OGEC pour la collecte de certains dons auprès des parents d'élèves ;
- la réalisation de prestations gratuites (mécénat de compétences) de l'OGEC au bénéfice du Fonds ;
- la mise à disposition de moyens par l'OGEC au Fonds.

Fait à Marseille, le 18 Décembre 2024

Votre Commissaire aux Comptes,
Expert Comptable Commissaire aux Comptes
IM CONSEILS S.A.R.L.
32 Cours Pierre Puget
13006 MARSEILLE
Tél : 04.91.91.24.61 - Fax : 04.91.83.20.73
Mail : i.menestrier@imconseils.fr - Siren : 481 857 894
IM CONSEILS S.A.R.L
représentée par Isabelle
MENESTRIER